

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 JUIN 1990

N° 790

10,00 F

MANIFESTATION DU 16 JUIN

Paris inégalités

Silence les pauvres ! Sur le front des expulsions

On n'arrête pas le grotesque. Après une manifestation contre la dette du Tiers monde le 9 juin dernier, le Parti socialiste et ses courtiers manifestent pour le droit au logement pour tous. A quand une manifestation devant l'Elysée avec François Mitterrand en porte-drapeau pour protester contre la vie chère ? C'est ce qu'on appelle le double langage. « On est avec vous (électorisme oblige), et on va tenter de faire pression sur nous-mêmes pour essayer de donner suite à vos revendications. » Ils font les questions et les réponses. Lorsque Fabius prétend que le PS doit être le fer de lance de la gauche « contre l'extrême droite, contre les inégalités, aux côtés de François Mitterrand », il fait allusion à quoi ? Au récent abandon du projet de loi sur le droit de vote des immigrés ? A la loi sur la double peine qui condamne à l'expulsion tout immigré qui fait plus de six mois de prison ? Au bilan social de neuf années de gestion mitterrandienne, qui ont vu les conditions de vie se dégrader, les écarts de salaires se creuser et les revenus du capital flamber ? Peut-être à une phrase célèbre extraite d'un discours électoraliste de 1981...

Rocard - Doriot, même combat

Le secrétaire au plan, a remis à Rocard, en mars dernier, un rapport sur les inégalités, où il était dit : « ...Toutes les inégalités ne sont pas inefficaces. Certaines — pour autant qu'elles ne remettent pas en cause la cohésion sociale — se justifient par le fait qu'elles offrent à chacun les incitations suffisantes pour progresser dans l'échelle sociale. » C'est édifiant sur la philosophie qui anime le gouvernement, et la similitude avec les thèses fascistes sur la « circulation des élites » est troublante. En

tout cas, tout le monde est renseigné, nos socialistes au gouvernement n'ont pas même l'intention de réduire les inégalités, tout au plus de les faire accepter. En démocratie, version bicentenaire, les pauvres doivent enfin comprendre que s'ils sont pauvres c'est de leur faute. La pauvreté c'est congénital, ça se transmet de père en fils, c'est comme le pouvoir ou la richesse.

Derrière chaque politicien se cache un bandit !

A quoi bon rappeler que Paris regorge de logements vides si ce n'est pour les occuper quand on est sans toit ? A quoi bon attendre d'autrui ce que l'on peut faire soi-même ? N'est-ce pas ce qu'ont fait les soixante-dix familles qui couchent à la rue depuis sept semaines, et qui, par leur détermination et la solidarité populaire, obligent les pouvoirs publics à s'intéresser à leur cas. Le message est clair : en dehors de l'action directe et de la solidarité dans les luttes, point de salut. Il n'y a jamais rien sorti des urnes, sinon des imposteurs, et ceux qui tiennent le bâton ne peuvent prétendre être du côté de ceux qui prennent les coups. Dehors les traitres, la rue n'est pas pour vous, il pourrait vous en cuire !

Le seul vrai souci de tout gouvernement, c'est la paix sociale. Pas de dérapage, pas de contestation trop bruyante, et surtout, pas d'illégalisme. Et pourtant, quelle grande chose a été réalisée dans la légitimité ? L'objet même de la loi est d'empêcher que rien ne change... Les événements auxquels aiment faire référence nos actuels gouvernants sont des éloges à l'illégalité : 1789, les grèves de 1936, la Résistance... Ils le savent bien, c'est un vent d'illégalisme qui les emportera aussi, ce sera alors l'heure de parler de paix sociale, car nous avons vraiment horreur de la guerre.

Fédération anarchiste

Ce texte a été distribué, sous forme de tract, lors de la manifestation de soutien aux mal-logés qui s'est déroulée le samedi 16 juin.

L'HISTOIRE déjà longue de la lutte des expulsés parisiens a connu cette semaine une certaine accélération. L'entrée du Parti socialiste dans le collectif d'organisation de la manifestation du 16 juin a suscité de nombreuses réactions. L'un des piliers de la lutte dans le 20^e arrondissement, la CNT-AIT a décidé de quitter ce collectif pour protester contre sa « confiscation par un parti gouvernemental » qui, après avoir « multiplié les agressions et les accusations calomnieuses », entend « faire du social à la petite semaine ». Les anarcho-syndicalistes continueront cependant à apporter leur soutien sur le terrain.

Le mardi 12 juin, Michel Rocard nommait un médiateur, François Bloch-Lainé, afin de proposer aux 65 familles de sans-logis « une solution dans les meilleurs délais ». Dans la même journée, J. Tibéri, premier adjoint de Chirac et président de l'office HLM de Paris affirmait que le cas de 9 familles expulsées de la rue Petit (19^e) serait réglé dans les quarante-huit heures.

Effectivement, quarante-huit heures après, sept baux étaient signés, en loin-taine banlieue. « C'est un succès » ont crié les représentants du Parti socialiste, oubliant que l'une des principales reven-

dications des expulsés était d'être relogés dans Paris ou en proche banlieue. Quant aux expulsés du 155, rue de Flandre, ils devaient rejoindre lundi ceux qui dorment devant la mairie du 19^e arrondissement.

Mercredi 13 juin, le premier magistrat de la susdite mairie fit distribuer une « note d'information », dans laquelle il déclarait que « s'il n'était pas mis fin au spectacle lamentable (sic) qui se déroule depuis cinq semaines devant la mairie avant les cérémonies du 18 juin », il cesserait ses fonctions d'officier d'état civil. Les occupants s'attendaient donc lundi matin à un éventuel coup de force, à moins d'un ordre contraire du ministère de l'intérieur (socialiste).

Le PS chahuté

Le samedi 16 juin, à 15 heures, au moins 10 000 personnes étaient rassemblées place de la République pour la manifestation de soutien aux mal-logés. Venaient en tête les délégations des différents immeubles expulsés, puis les organisations de locataires, les syndicats et enfin les partis politiques. Devant le cortège de la CGT, celui de la Fédération anarchiste regroupait environ 200 per-

sonnes, dénonçant le double langage du Parti socialiste. Nous n'étions pas les seuls.

A quelques centaines de mètres du lieu de départ, une énorme banderole était suspendue au dessus d'un boulevard, sur laquelle on pouvait lire : « délogés, délogés ensemble : la manif de la honte. » Le cortège du PS passa sous une pluie de sacs poubelles éventrés. Après quelques échanges de coups, le parti gouvernemental se retrouva en queue de manifestation sans sa camionnette. Méchant coup sans doute pour les militants de la base qui, dans le 19^e, luttent sincèrement aux côtés des expulsés risquant eux-mêmes l'expulsion ! On peut cependant espérer que de tels incidents les mettent au pied du mur de leurs contradictions : peut-on à la fois se battre avec les mal-logés et soutenir un gouvernement qui est en grande partie responsable de la situation présente ?

Cet incident fut le seul de la journée. En l'absence de gardes mobiles et de CRS aucune autre violence ne fut à déplorer et la dispersion se fit pacifiquement place du Châtelet. Il reste à espérer que cette mobilisation débouche sur des résultats concrets en matière de logement.

Pascal Petit

ROUMANIE

La révolution reste à faire !

FAUT-IL le rappeler une fois encore à la grande presse, décidément incompétente, c'est dans le *Monde libertaire* que l'on pouvait lire, dès le mois de janvier 1990, que la Roumanie serait agitée de révoltes plus ou moins violentes ? En effet, entre tous les discours officiels sur la « révolution » (relayés et amplifiés par tous les médias d'Occident) et l'expérience réelle des gens, il y avait une occultation portant sur l'alliance manifeste du Parti communiste, de la Securitate et de l'armée dans l'accomplissement du coup d'Etat. Cependant, on ne peut réduire les événements de décembre 1989 à Timisoara et à Bucarest à des profanations de sépultures, aux morts programmés par la répression organisée par les comploteurs, à la « divine » apparition télévisée du triumvirat « démocratique » Iliescu - Roman - Brucan. Une fois levé l'obstacle Ceaucescu, des fractions

importantes de la population des grandes villes, et plus particulièrement des étudiants, s'engagèrent dans une révolte qui visait au renversement effectif des appareils du pouvoir communiste.

On le sait, ils furent bernés par les hommes de l'ancien pouvoir ; trahis par la majorité de l'intelligentsia prête à collaborer (comme avant) pour un plat de lentilles (un voyage en Occident) ; et, pour achever l'aventure, ils furent englobés « démocratiquement » par le plébiscite confirmant et légitimant le nouvel-ancien ordre.

La majorité silencieuse des classes moyennes urbaines (bureaucrates, gestionnaires, petits apparatchiks de tout poil), des paysans (associés au pouvoir par la liberté de production et de vente), et celle des ouvriers (immédiatement satisfaits par de substantielles augmentations de salaires et de non moins substantielles

réductions d'heures de travail), a préféré la stabilité et l'immobilité. Face à un devenir incertain, voire dangereux, ils préférèrent s'en remettre à la figure souriante du nouveau tyran.

On ne peut leur jeter immédiatement la pierre : la dérive économique et sociale polonaise n'apaise pas les craintes de ceux qui regardent l'arrivée intempestive de l'économie libérale avec angoisse. Ce n'est pas à nous d'anathémiser ces craintes lorsque l'on constate les flots de pauvreté grandissants de nos contrées occidentales qui sont le revers de notre richesse. La révolte roumaine et ses violences sauvages ne sont que la version carpathique des profondes dissensions et du conflit qui minent Solidarité de l'intérieur. Ensemble, aux deux extrémités de l'autre Europe, ils sont les signes des graves crises qui les menacent à court terme.

(suite p. 6)

T 2137 - 790 - 10,00 F



F°P. 2520

Plaidoyer pour l'espéranto

UNIVERSEL, dans l'esprit des espérantistes n'a pas le même sens que dans celui des philosophes qui se sont occupés de la question. Pour nous, il s'agit d'une langue à la disposition de tous, quelles que soient les situations sociales, professionnelles ou géographiques. Comme l'autobus (automobile, omnibus) est à la disposition de tous, aussi bien de ceux qui possèdent une voiture particulière que ceux qui n'en possèdent pas. L'espéranto est une langue auxiliaire omnibus. L'apprendre et l'utiliser qui veut. Beaucoup d'espérantistes s'en tiennent là.



Je conseille à Annick Monte la lecture — avec l'aide d'un traducteur, car il s'agit d'un ouvrage en espéranto — de *La dangerosa lingvo* (« La langue dangereuse ») de l'historien allemand Ulrich Lins. Elle aura ainsi une bonne idée des relations entre les gouvernements totalitaires et l'espéranto et acceptera, du moins je l'espère, comme garantes de l'avenir, les prises de position et les persécutions des espérantistes depuis l'origine du mouvement et sous tous les régimes.

Où point l'impérialisme ? Sinon du côté de l'anglais qui imprègne de plus en plus notre vie quotidienne ? Et qui véhicule des valeurs et une vision du monde qui choquent profondément la plupart des Européens, mais que l'on force (par médias interposés et jeunesse manipulée) à voir en cela quelque chose de fatal, d'incontournable et donc à quoi, bon gré, mal gré, il faut se résigner...

Calixte Cavalié
(Association espéranto-95)

Où est l'autoritarisme ?

Mais de plus en plus, compte tenu de l'émergence de l'Europe de 1993 et de l'ouverture des pays de l'Est d'une part, et du danger que fait courir à nos langues, à nos cultures et aux valeurs morales auxquelles nous restons attachés, l'usage de l'anglais seul comme langue officielle de l'Europe, adoption vers laquelle on s'oriente inexorablement d'autre part, beaucoup d'espérantistes pensent qu'il est urgent de s'en préoccuper et proposent (ils n'imposent rien !) la solution « espéranto ».

Non en remplacement de l'anglais (qui a réussi à s'imposer dans certains cas). Non plus en remplacement des autres langues nationales comme langues véhiculaires (c'est une utopie, mais on peut y croire), mais à côté d'elles. A égalité de droits. Où est le totalitarisme là-dedans ?

L'espéranto est présent sur les ondes avec Radio-Libertaire (89.4) chaque vendredi, de 18 h à 19 h, dans le cadre de l'émission « Radio-Espéranto ».

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

POLEMIQUE

L'outil à métisser

AUJOURD'HUI, à Paris, pour un petit boulot « modeste » du genre hôtesse d'accueil, vendeuse en parfumerie, chauffeur de direction il est obligatoire de parler l'anglais, pas l'espéranto.

Je croyais avoir compris que les espérantistes ne cherchaient pas à rendre l'espéranto obligatoire, à Bamako et à Verkhoiansk mais de construire un outil de communication, aujourd'hui imparfait peut-être mais pratique et accessible dès aujourd'hui à tous ceux qui ont déjà accès partout dans le monde aux autres langues colonisatrices et dans le meilleur des cas de permettre à ces mêmes colonisés d'avoir accès à un canal de communication indépendant de projet impérialiste. Dans les associations espérantistes on n'attache pas encore son sabot sous le

mention de celui qui ne parle que sa langue natale et veut apprendre une langue internationale qui fonctionne tant bien que mal.

Cet outil changera de forme, se métissera et intégrera des notions et règles grammaticales et se complexifiera quand le besoin se fera urgent. Peut-être aussi un jour verra-t-on un espéranto mêlé d'idéogrammes et de hiéroglyphes utilisables alors seulement par les sémantistes, mais je ne vois pas aujourd'hui le bénéfice qu'on puisse tirer d'un bouleversement des bases de l'actuel espéranto qui, je l'admets, ne peut se présenter comme une langue universelle, pas plus que l'américain du reste qui n'est plus de l'anglais comme chacun l'ignore. « *Le temps gouverne toute transformation, celle de la société humaine comme celle de l'individu* » (1).

Mais nous pouvons espérer, je crois, que l'espéranto sera ce que les espérantistes (espérantophones ou pas) en feront alors qu'aucun prosélyte d'une langue nationale puisse en attendre autant de n'importe quelle autre langue nationale.

Si l'espéranto ne peut être utile à un japonais pour lui donner accès aux langues originaires du latin qui sont sinon prédominantes du moins nombreuses, variées, riches et encore utiles dans leur pays d'origine alors rendons obligatoire le japonais au Pays basque et en Alsace, car les Japonais y sont déjà. Ils y dirigent des usines qui fonctionnent, des hôtels quatre étoiles, des golfs...

F. Real

(1) Citation de Suzanne Blaise.

Dans le ML n° 786, nous avons publié un long article d'Annick Monte, qui nous a valu un courrier abondant.

Comme promis la semaine dernière, nous publions la suite des extraits des courriers reçus.

On y retrouve certains arguments développés dans notre précédent numéro et de nouvelles remarques, qui nous paraissent intéressantes et vous faire connaître.

Une langue existe

Certes, à l'image de toute création humaine, l'espéranto n'est pas parfait. Mais ce pamphlet contre, je cite : « *l'idée d'une langue universelle qui laisse un goût amer lorsque l'on s'interroge sur son passif idéologique...* » aurait mieux sa place ailleurs que dans notre *Monde libertaire*.

Votre introduction à cette violente critique soulève bien votre perplexité en reconnaissant que... « *la chose est d'importance...* »

Les faits sont également importants. J'ai rencontré, il y a quelque temps une étudiante qui préparait une thèse sur le mouvement ouvrier au XIX^e siècle. Elle avait découvert que les anarchistes chinois correspondaient régulièrement et clandestinement avec les anarcho-syndicalistes européens grâce à l'espéranto ! Or, actuellement l'espéranto est fortement

implanté en Chine. Les Chinois ne semblent pas trop souffrir de « *la structure occidentalocentriste* » que déplore Annick Monte dans son article. Ils ont besoin de communiquer avec le monde et ils choisissent l'espéranto. Il faut bien voir que ce ne sont pas les langues qui créent les communautés, mais le désir et le besoin de communiquer qui crée une langue.

D'accord avec Annick Monte sur sa réflexion. Au XX^e siècle le besoin de communiquer est universel. Il l'était moins à la naissance de l'humanité. Pour satisfaire ce besoin actuel, une langue internationale s'impose. Elle existe, elle vit, c'est l'espéranto.

R. G.
(SAT-Amikaro)

SAT-Amikaro : 67, avenue Gambetta,
75020 Paris. Tél. : (1) 47.97.87.05

ERRATUM

Dans l'article de notre camarade Yves Peyraut, publié dans le n° 789 du ML, hormis quelques fautes d'orthographe qui ont échappé à la correction, il est à signaler un contre-sens, dommageable à la compréhension d'un chapitre, et qui plus est agrémenté d'une belle étourderie de la part du claviste. Il fallait donc lire, en deuxième colonne : « Pour **"découvrir"** (et non pas "désavouer") cette évidence, le caractère indo-européen, latinisant et même francisant de l'espéranto, ce qui est nié depuis **cent-trois** ans (et non pas trois cent), et le "dénoncer", point n'était besoin de recourir à des expressions péjoratives et méprisantes...

Nous espérons que nos amis espérantistes, et au premier chef Yves Peyraut (à la graphie complexe), sauront ne point nous tenir trop rigueur pour ces bévues.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Réponse à Annick Monte

L'espéranto : langue artificielle ? Oui, si l'on considère qu'elle a été artificiellement créée par un homme et qu'elle n'est pas due à l'évolution naturelle et historique d'une langue parlée par un groupe d'hommes depuis des millénaires. Non, si l'on tient compte du fait, qu'en dehors de quelques lettres accentuées spéciales à son alphabet, tout ce qui la constitue ; racines, affixes, structures grammaticales, est issu de langues naturelles.

Pour un Japonais, distinguer entre les deux phonèmes r et l est certainement difficile. Ce qui n'empêche pas les Japonais, en général, de bien parler l'espéranto. Et puis, si cela est difficile en espéranto, pourquoi cela serait-il plus facile en anglais ?

Il faut avoir un esprit scientifiquement tordu (pardon Annick !) pour oser reprocher à l'espéranto de supprimer la polysémie, alors que c'est là un des avantages principaux de cette langue et qui lui confère sa précision.

L'espéranto n'est pas non plus une langue figée. L'évolution des techniques, des connaissances humaines impose l'utilisation de mots nouveaux choisis pour leur plus grande internationalité. De même que pour la formation de mots composés, à partir de racines déjà existantes, le talent de l'auteur intervient grandement.

Parler d'autoritarisme, en ce qui concerne l'enseignement de l'espéranto, et le comparer à l'impérialisme linguistique de l'anglais, du français, du russe ou de l'espagnol est assez étrange...

En fait, que nous propose Annick Monte pour communiquer avec le monde ? Est-ce apprendre les 2 999 autres langues que la nôtre ? Ou bien celles que les grandes puissances économiques veulent nous imposer ?

Gilbert Lebec

REPRESSION

L'affaire « Mamarru »

ISIDRO Garalde Bedialauneta « Mamarru » était assigné en résidence surveillée depuis le 12 janvier 1990, date de sa libération après 5 ans d'emprisonnement.

Assignation à résidence, successivement près de Metz puis à Douai, sous haute surveillance policière, des policiers se trouvant continuellement à ses côtés, aussi bien à l'hôtel que lors des quelques sorties qu'il pouvait faire, les policiers se relayant même la nuit à la porte de sa chambre.

Le jeudi 12 avril, à 21 h 30, plus d'une vingtaine de policiers du SRPJ de Lille et de Paris l'ont interpellé, profitant du moment où, après avoir terminé le repas avec sa famille, Isidro Garalde quittait le groupe pour aller coucher sa fille âgée de 5 ans et demi. Sa petite fille lui fut arrachée des bras et éloignée par un policier, pendant qu'il était entraîné en dehors de l'hôtel et emmené. Sa femme et ses amis furent au même moment, dans la salle du restaurant, brutalement jetés au sol, pour les empêcher de voir ce qui se passait.

Cette opération fut menée suite à une réquisition du parquet le concernant. Il s'agissait de le mettre sous écrou extraditionnel comme l'avait réclamé le mercredi 11 avril le gouvernement espagnol.

Mais en fait, cette arrestation était préparée au moins depuis près d'une semaine, avant même que les autorités espagnoles aient notifié une quelconque demande.

En effet, dès le vendredi 6 avril, la surveillance policière était renforcée, comme nous avons pu le constater lors de la visite que nous lui avons rendu ce jour là, où nous avions pris le repas avec lui sous la surveillance d'une vingtaine de policiers. Les jours suivants, ce n'était

plus que 4 ou 5 policiers qui étaient constamment présents près de lui, mais près d'une douzaine.

Depuis plusieurs jours, les communiqués du ministère de l'intérieur espagnol impliquaient directement Isidro Garalde dans les événements de ces derniers jours, après l'arrestation de Henri Parot et de militants basques.

Nous tenons à dénoncer cette interpellation et les conditions dans lesquelles elle s'est effectuées car, non seulement Isidro Garalde est, depuis plus de 5 ans, l'otage du gouvernement français (prison, assignation à résidence...), mais aussi aujourd'hui, la police n'hésite pas à utiliser une violence gratuite contre ce père et sa fille de 5 ans et demi.

Que l'on nous explique, entre autres choses, pourquoi il leur était nécessaire de terroriser et de traumatiser une enfant ?

Il faut préciser aussi qu'il n'a pas été possible à Isidro Garalde d'emmener le moindre de ses effets personnels et que depuis, un refus catégorique a été opposé à sa femme de lui faire parvenir quoi que ce soit.

Comme si cette violence et cet acharnement ne suffisaient pas, la Chancellerie, par l'intermédiaire du procureur de Douai, a refusé le droit de visite à la femme d'Isidro Garalde et ce au mépris du droit de chaque prisonnier à bénéficier de visites.

Dès l'arrestation de Henri Parot, le ministère de l'intérieur espagnol mettait en cause dans ses communiqués Isidro Garalde. Mais, les soit-disants « aveux » de Henri Parot lui ont été arrachés sous la torture : tentatives d'étouffement, la tête enserrée dans une cagoule en plastique, menaces d'inoculation du SIDA (une drogue lui a été injectée à deux reprises) et autres sévices. Une fois de

plus la police espagnole, héritée du franquisme, se distingue en pratiquant la torture, que subissent la majorité des militants basques et qui est dénoncée, entre autres, par les rapports annuels d'Amnesty International.

De même, la situation des 500 prisonniers politiques basques en France s'est aggravée : mises à l'isolement, dispersion, etc.

Suite à l'arrestation de Henri Parot, la pression policière ne cesse de se développer en France : ce fut la rafle au Pays basque nord après l'arrestation de Henri Parot, et c'est en ce moment un déploiement policier généralisé avec la répression violente de la manifestation, le dimanche 15 avril dernier, lors de la fête de l'Aberri Eguna à Hendaye.

Les injonctions de l'Etat espagnol auprès de l'Etat français laissent prévoir de nouveau des opérations policières dans tous les sens, pour criminaliser tous ceux ou celles affirmant à quelque niveau que ce soit leur solidarité avec les militants basques.

Il est temps de reconnaître le droit légitime à l'autodétermination du peuple basque, à l'heure où les gouvernements français et espagnol proclament ce droit pour les peuples de l'Est (RDA, Lituanie...).

Il est temps que Felipe González accepte l'ouverture de véritables négociations politiques.

Nous tenons à réaffirmer notre solidarité avec les réfugiés et militants basques.

Comité de soutien avec l'Euzkadi

Comité de soutien avec l'Euzkadi : c/o MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille.

EXPULSIONS

Les artistes sont visés

A la suite de la destruction d'un squatt d'artistes, de 1700 m², au 93, rue de Pelleport, 75020 Paris, le vendredi 8 juin au matin, une conférence de presse, s'est déroulée à l'Œil du cyclone, situé au 187, rue du Faubourg-Poissonnière, dans le 9^e arrondissement. En ce lieu de vie et de création occupé en janvier 1990, inauguré en mars et fréquenté depuis cette date par quelques 300 artistes c'est un véritable plan de campagne qui a été dressé pour résister à la vague d'expulsions menée par la Ville de Paris (1).

Suite à la première expulsion de la rue de Pelleport et à la veille de bien d'autres qui menacent les squatts d'artistes dans un laps de temps variant de 15 jours à un mois, les créateurs des squatts Boinot, CEFMR de la rue Potain, Clavel, Entrepo, Résonances, Lotz (ex-Pelleport), leurs hôtes de l'Œil du cyclone et ceux des associations CAES et Art cloche ont exprimé leurs opinions, parfois vives et contradictoires, sur la situation. Malgré tout, il ressort de la soirée que les créateurs sont bien décidés à unir leurs forces en vue de résister aux expulseurs et autres spécula-

teurs ; pour ce faire il a été constitué, à l'échelle des squatts d'artistes, une coordination dénommée « Coordination des "articulateurs" des lieux en friche d'Ile-de-France » (CALFIF).

Les artistes solidaires des mal-logés

Cette union passe par diverses revendications allant du droit de créer et de vivre dans Paris, à l'occupation d'espaces laissés vides, parfois inutilisés depuis de nombreuses années (le squatt Pelleport occupait un lieu vide depuis 8 ans). Ainsi, les créateurs revendiquent le droit à l'existence en des lieux qu'ils ont su rénover, prendre en charge et animer dans le cadre d'un travail collectif ouvert sur le voisinage, ce qu'ils appellent : « cultiver les friches urbaines ».

Dans les jours prochains diverses actions devraient se concrétiser en vue d'attirer l'attention du public et des pouvoirs publics sur le problème des expulsions. De la manifestation de rue à la décoration des toitures des squatts (action proposée par le très controversé peintre Mériade,

passé maître dans l'art de la provocation), c'est toute une gamme d'actions qui a été envisagée.

Par ailleurs, les créateurs, à qui certains ont pu reprocher le manque de dimension politique de leurs revendications (2), ont eu un mot pour la cause des mal-logés dont ils assurent ne pas se désintéresser. Ainsi a-t-il été dit : « Bien que nous voulant différents, les artistes n'en demeurent pas moins solidaires de la cause de tous les exclus du droit au logement. » Au delà de cette profession de foi, il a été envisagé des actions concrètes visant à apporter une aide aux mal-logés, par le biais d'expos de soutien. La démarche des créateurs s'inscrit donc dans un refus plus général de laisser la « Ville Lumière » être définitivement transformée en une vitrine commerciale !

Claude Nepper (Gr. François-Rabelais)

(1) Carrefour des squatts d'artistes, l'Œil du cyclone, où se déroulent des expositions, est ouvert au public en permanence. Vous y êtes cordialement invités.
(2) Dimension controversée parmi les artistes eux-mêmes.

BILLET D'HUMEUR

De Gaulle à Waterloo

Tous les libertaires, les anarchistes, les antimilitaristes, les pacifistes, les insoumis s'apprentent à célébrer dignement la date historique, la date mythique de l'anniversaire du fameux 18 juin. Tous, en effet, à des degrés divers, sont sensibles à la magie de ce chiffre qui résonne encore haut et clair sur la terre de France si longtemps après !

Longtemps, oui. Exactement 175 ans. Cent soixante quinze ans déjà que l'un des bouchers les plus experts de l'histoire a cessé de montrer à l'univers médusé son légendaire savoir-faire ! C'est en effet le 18 juin 1815 que Napoléon dit 1^{er}, nommé empereur suite à une décision quelque peu unilatérale, livra aux abattoirs patriotiques de Waterloo son ultime contingent de glorieuses victimes.

Ce jour-là, le Corse bedonnant, qui s'efforçait déjà de ressembler à Serge Lama entrant en sénilité, ne parvint pas à saigner correctement les 250 000 adversaires qu'il s'était proposé de débiter en tranches pour fêter son retour sur le trône. Et ce, malgré, nous assurent les manuels d'histoire, une bonne volonté d'autant plus touchante qu'il était plus éloigné des projectiles. Malgré aussi une joyeuse mise en train la veille à Ligny, où il avait laissé sur les bas-côtés des avenues de la victoire quelques milliers d'agonisants, probablement des volontaires désireux de se faire bronzer l'intérieur du ventre au beau soleil belge si réputé dans les agences de voyages.

Le 18 juin 1815, l'empereur avait donc tenté un ultime come back, raté on le sait par suite d'un regrettable malentendu qui fit apparaître Blücher alors qu'on aurait dû voir arriver Grouchy. Déplorable erreur de mise en scène, dont on connaît alors les tristes conséquences : Victor Hugo contraint d'écrire un poème sur le thème de l'eau qui bout dans les urnes trop pleines, sujet ingrat s'il en fût, Cambronne obligé de se remplir la bouche d'un produit malodorant, tout ça sous l'œil de l'Anglais sorniois, nous narguant une fois de plus derrière ses perfides brouillards.

Et Napoléon obligé de partir en retraite anticipée à 47 ans, ce qui est un peu moins grave pour la santé que d'avoir le ventre ouvert par une baionnette, mais reste toutefois mauvais pour le moral, tous les gérontologues vous le diront.

Exilé sur un rocher d'une étroitesse extrême, l'empereur trouva cependant le moyen d'attraper une cirrhose du foie dans un lieu absolument dépourvu de bistrot, ce qui jette un doute sur sa prétendue intelligence. Car ce génie si exceptionnel, prévenu de longue date par son ambassadeur des rigueurs de l'hiver russe avait eu, en partant pour Moscou en octobre 1812, cette étonnante réponse météorologique : « Ce sont des histoires pour faire peur aux petits enfants ! Le climat est le même dans toute l'Europe ! »

Son successeur au calendrier de l'Histoire, dont on s'apprête à fêter le centenaire en grande pompe, est célèbre, lui, pour avoir lancé un appel que strictement personne n'a entendu sur le moment, et dont on mit un peu plus de quatre ans à reconnaître les vertus. Cet exploit, à vrai dire, nous paraît quelque peu surfait.

On nous permettra donc de fêter le vrai 18 juin, celui de Waterloo. Car si Napoléon fut remplacé par d'autres bouchers de moindre talent, qui ne valaient pas forcément mieux, il est tout de même réconfortant de voir, de temps en temps, changer un peu le visage des bandits qui font, et qui défont l'Histoire.

Guimou de la Tronche

EN BREF

FETE DE SOUTIEN A « COURANT ALTERNATIF »

Le 24 juin, à 14 h, fête de soutien au mensuel *Courant alternatif*, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (M^o Avron ou Buzenval).

EN SOUTIEN AUX NETTOYEURS DU METRO

La CNT organise une fête, en soutien aux nettoyeurs du métro, au 33, rue des Vignoles, le 30 juin, de 15 h à 22 h. Entrée : 35 F.

PUBLICATIONS EN VENTE A LA LIBRAIRIE DU ML :

— IRL (n° 85), revue libertaire publiée à Lyon, est en vente au prix de 20 francs.

— *Courant alternatif* (n° 97), mensuel de l'OCL, est disponible au prix de 20 francs. Au sommaire : la dette immonde et les expulsions de mal-logés et diverses autres infos d'actualité.

— *L'Union pacifiste* (n° 265), organe mensuel de l'Union pacifiste de France, est en vente au prix de 15

francs. Au sommaire : de multiples informations antimilitaristes et une biographie complète du militant libertaire et pacifiste Robert Jospin, disparu depuis peu.

— le *Combat syndicaliste* (n° 101), mensuel de la CNT est en vente au prix de 10 francs. Au sommaire : les PTT, la COMATEC, la fonction publique, un compte-rendu sur le 1^{er} mai.

NOUVEAUTE

Le n° 0 des *Nouvelles de nulle-part* (bulletin d'informations libertaires Est-Ouest, rédigé par des militants anarchistes occidentaux et leurs correspondants de l'Est), vient de paraître. Il est disponible au prix de 10 francs au siège de la CNT (33, rue des Vignoles, 75020 Paris).

Par ailleurs, une assemblée générale du collectif de rédaction se déroulera le 23 juin, à l'AGECA, 177, rue de Charonne (M^o Alexandre-Dumas), à 15 heures. Vous êtes cordialement invités à participer à cette première assemblée.

A l'Ouest comme à l'Est, non au capitalisme ! (2)

Après l'Europe de l'Ouest, la semaine dernière, regard à l'Est. Là aussi, le capitalisme sévit même au pays des soviets.

Les transformations en cours dans les pays qu'on appelle encore, globalement, « de l'Est », nous amènent, elles aussi, à réaffirmer nos positions face aux libéraux, qui célèbrent le triomphe du capitalisme privé. Derrière les mots et les incantations magiques, qu'il s'agisse de l'« Europe » ou de la « pérestroïka », une analyse anarchiste distingue, en termes matérialistes, les stratégies et les intérêts en présence.

Est/Ouest : la convergence des intérêts dominants

A. URSS : vers de nouvelles dominations

1. Contre le mythe du « grand homme »

L'image de Gorbatchev impulsant la transformation de la société soviétique a donné lieu, de la part des médias occidentaux, à une variation sur le thème connu du « grand homme », de la même façon que Solidarité avait été bien commodément réduite à l'image de Lech Walesa. Ainsi, certaines lectures journalistiques — télévisuelles surtout — des transformations que connaissent les sociétés est-européennes, font l'impasse sur les intérêts en présence.

Or l'URSS connaît une « conjoncture fluide » : c'est-à-dire que les rapports de force n'y sont pas encore stabilisés — et notamment les rapports de force entre les dominants des différents secteurs de la société (diverses administrations, KGB, chef militaires, dirigeants d'entreprises, etc.). On a donc souvent l'impression que le prétendu « grand homme » navigue à vue : de fait, chacune de ses décisions — politiques, économiques — est aussi un « coup » qui doit lui permettre de marquer des points face à ses différents adversaires et de consolider sa base sociale. D'où certains « replis » de la part de Gorbatchev : ainsi a-t-il porté un jugement plutôt modéré sur la période stalinienne lors du 70^e anniversaire de la Révolution, alors qu'on attendait de spectaculaires réhabilitations des victimes des procès de 1936-1937 (il semble que Gorbatchev n'ait pas voulu heurter de front les conservateurs). Ainsi, plus récemment, a-t-il ajourné la libération des prix (d'abord prévue pour 1990), à 1992, voire 1995 (par crainte de réactions populaires violentes face à la hausse).

Dans ces conditions, les décisions de Gorbatchev se veulent des compromis entre les intérêts des dominants de certains secteurs et certains groupes en ascension.

2. Qui profite de la pérestroïka ? Cadres, ingénieurs, fractions intellectuelles.

a) La réforme de l'entreprise, qui aurait dû entrer en vigueur en janvier 1988, mais qui ne s'est toujours pas pleinement

concrétisée, semble favoriser les cadres et les ingénieurs de la production : alors que cette « intelligentsia » technique n'avait auparavant aucune position de pouvoir dans l'administration, et ne pesait guère sur la gestion de l'entreprise, elle devait voir son rôle d'« intermédiaire » se conforter. En effet, les entreprises (en fait, ceux qui décident dans l'entreprise) sont censées décider elles-mêmes, désormais, des moyens par lesquels elles tenteront d'atteindre les finalités fixées par la structure étatique. En vertu de cette « autonomie », les ministères de branche doivent se consacrer à la planification à moyen et long terme,

largement par la spéculation sur des produits déficitaires, que des fonctionnaires véreux aident à détourner du secteur public.

Même si la base sociale de Gorbatchev et de ses amis paraît parfois difficile à cerner, on voit donc assez clairement qui profite de la pérestroïka. Mais on voit plus nettement encore qui en paie le coût.

3) Les travailleurs paieront — et paient déjà — le coût de la pérestroïka

En effet, en introduisant l'autofinancement, la réforme de l'entreprise s'est tra-

selon N. Chmeliov, « le risque réel de perdre le travail (...) est une excellente médication contre la paresse, l'ivrognerie, l'irresponsabilité. » Plus explicite encore, la sociologue Tatiana Zaslavskaja annonce que les premiers touchés par les licenciements seront les travailleurs les moins qualifiés, les alcooliques, sans doute les gens de santé fragile, les personnes en âge d'être mises en préretraite... et bien sûr les moins disciplinés. Où l'on voit l'URSS de Gorbatchev mettre en œuvre le fameux principe de l'« armée de réserve »...

Parallèlement, les nouvelles méthodes de rémunération qu'introduit la pérestroïka,

dominés à la domination qu'ils subissent.

Mais le risque est grand de voir les nouveaux dominants des secteurs étatiques et bureaucratiques intervenir directement pour garantir la discipline du travail : en effet, face aux résistances à cette discipline nouvelle, certains publicistes réformateurs affirment déjà qu'une « transition autoritaire » est inévitable pour passer du « totalitarisme » à la « démocratie », et appellent de leur vœux une « main de fer » qu'ils jugent indispensable à la « modernisation ».

L'URSS de Gorbatchev se prépare donc à conjuguer, d'une manière inédite, la domination par le diktat du marché, la domination par le consentement « cogestionnaire », et la domination bureaucratique. Les nouveaux dominants des différents secteurs (administratifs, économiques) pourraient jouer de ces diverses techniques face aux mécontentements qu'engendre l'extension de la pauvreté...

5) L'extension de la pauvreté

Les réformes, comme on l'a vu, accroissent les inégalités, dans tous les domaines : l'emploi, les revenus, et les prix. En effet, dans de nombreuses entreprises passées sous le régime de l'autonomie financière, les salaires ont baissé. Rappelons par ailleurs que la « libéralisation » est véritablement l'âge d'or de la spéculation. Et les hausses de prix se multiplient...

La pauvreté s'étend donc, et, si l'on se réfère au seuil retenu par la sous-commission du Soviet suprême pour le niveau de vie (120 roubles), on peut dire qu'un Soviétique sur trois est touché. Parallèlement, le fossé se creuse entre les régions européennes riches et les régions asiatiques pauvres : les républiques d'Asie centrale connaissent notamment un sous-emploi des femmes et des jeunes.

C'est dans ces conditions que le pôle ultra-libéral entend démanteler les quelques garanties des travailleurs. Ainsi envisage-t-on d'en finir avec tout système unique de protection sociale, et de réserver l'attribution d'un minimum vital aux seuls pauvres. De même, on parle d'une libération des loyers, dont les conséquences seraient très certainement dramatiques pour les ménages soviétiques. Et certains économistes de se lancer — comme Youri Korolev — dans une apologie de la politique menée au Chili par Pinochet et ses conseillers américains ultra-libéraux.

Que le capitalisme soit privé ou d'Etat, sa logique est une logique de paupérisation ; ou, la multiplicité des techniques de domination en œuvre à l'Est sera là pour tenter de contenir les révoltes et contestations engendrées par la paupérisation. Mais une menace supplémentaire se dessine : celle d'une conjonction entre les intérêts des firmes multinationales occidentales et les intérêts des nouveaux dominants soviétiques.

Fédération anarchiste (fin de la seconde partie)

Permanences du secrétariat aux Relations intérieures de la FA : le samedi de 15 h à 17 h 145, rue Amelot - 75011 Paris (M^e République) Tél. (16.1) 48.05.34.08.



A l'heure où les capitalistes passent à l'Est les anarchistes franchissent le mur de Berlin... la preuve ce « Vive l'anarchie » peint, en français, sur le fronton de la porte de Brandebourg (à gauche). Photo du groupe FA de Rennes.

abandonnant aux entreprises la gestion à court terme.

b) A ces bénéficiaires de la pérestroïka, il faut ajouter certaines fractions d'intellectuels et d'étudiants ralliés aux théories économiques prônées par les conseillers de Gorbatchev, et qui peuvent voir dans les transformations en cours l'occasion d'une réelle ascension sociale. D'ailleurs, pour Léonid Abalkine, l'un des principaux conseillers de Gorbatchev, il faut fonder la base sociale du nouveau régime sur une « alliance entre l'intelligentsia et le pouvoir », donc entre les nouveaux dominants des secteurs intellectuels et les dominants des secteurs bureaucratiques.

c) La réforme de l'entreprise a suscité des réactions ambivalentes de la part des directeurs d'entreprises. En effet, l'autonomie peut leur apporter des satisfactions nouvelles, du type de celles dont jouissent les managers occidentaux (un pouvoir de décision plus réel). Mais elle représente aussi, pour eux, des risques accrus. Par ailleurs, les directeurs redoutent la prétendue « autogestion » gorbatchevienne — qui doit se limiter à l'élection des directeurs par les travailleurs, sans contrôle réel de ces derniers sur la gestion : le discours idéologique du « réalisme », depuis deux ans, et notamment parmi les directeurs d'entreprises, condamne toute velléité autogestionnaire.

d) Si les directeurs d'entreprises « classiques » ont réagi de manière ambivalente à la réforme de l'entreprise, les patrons du secteur privé en extension peuvent d'ores et déjà se réjouir de leurs profits. La « libéralisation », ici, se fait synonyme d'encouragement à la spéculation, puisque les profits du jeune secteur privé s'expliquent

duite par des vagues de licenciement : les entreprises incapables de s'autofinancer ou d'équilibrer leur bilan sont déclarées en faillite.

On croit souvent que les licenciements massifs touchent principalement les « bureaucrates ». C'est faux : ils affectent en majorité les ouvriers, les plus vulnérables étant les travailleurs peu qualifiés, les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.

Ainsi, des millions de suppressions d'emplois ont déjà eu lieu. Or, les allocations de « recherche de travail » n'excèdent pas deux à trois mois ; et les centres de placement, de recyclage et d'orientation professionnelle ne brillent pas par leur efficacité.

On peut s'attendre à de nouvelles suppressions d'emplois, qui se compteront par millions : la sociologue Tatiana Zaslavskaja souhaite une diminution de 15% de la main-d'œuvre « inutile ». Et il est officiellement question de licencier de 10 à 12 millions de travailleurs, d'ici à l'an 2 000.

Ces vagues de licenciements programmées, cette organisation d'un marché du travail, ce choix concerté du chômage, sont explicitement liés à l'imposition d'une nouvelle discipline du travail.

4) L'imposition d'une nouvelle discipline du travail

Un pôle libéral, voire ultra-libéral, s'est constitué auprès de Gorbatchev. Et certains de ses théoriciens n'hésitent pas à faire l'apologie du chômage en tant que garantie de la discipline ouvrière : ainsi,

FEMINISME

Du côté de « Femmes libres »

DES militantes du mouvement « Femmes libres » se sont rencontrées à Bilbao, les 12 au 13 avril dernier. Indépendant de toute organisation politique, syndicale, philosophique ou religieuse, ce mouvement a réaffirmé sa volonté de « rompre avec la caricature sexiste du militantisme féministe et le carcan moral dans lequel toute société bourgeoise souhaiterait voir les femmes enfermées ».



Le logo de « Femmes libres ».

Les objectifs visés

Les groupes « Femmes libres » qui représentent quatre pays ont ainsi rappelé leurs objectifs : « construire une société libérale », « lutter contre l'ignorance, l'obscurantisme et les dogmes induites par les croyances », « l'information, le choix de sa sexualité... l'anarchisme sous tous ses aspects : individualiste, syndicaliste ou communiste, sont leurs objectifs prioritaires ».

« Si la situation de la femme a évolué, ajoute l'association « Femmes libres » — reconnaissance de son identité, parfois égalité des droits — il n'en demeure pas moins que sur le plan économique persiste l'exploitation, les inégalités professionnelles et salariales, quant au plan moral perdue le maintien de la soumission ou de la passivité d'une majorité d'entrées elles. »

Il reste beaucoup à faire pour changer et améliorer les rapports humains, afin d'exclure tout machisme et féminisme sectaire. Pour

mener à bien ces objectifs l'association « Femmes libres » a décidé d'éditer un bulletin en quatre langues (français, anglais, espagnol et espéranto) (1) ; d'organiser régulièrement des rencontres, la première aura lieu à Bordeaux, du 16 au 19 août 1990 (2). Le logo ci-dessus a, par ailleurs, été adopté comme logo international.

A. D.

(1) Pour la réalisation du bulletin contactez « Femmes libres », 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

(2) Pour participer à la rencontre de Bordeaux s'inscrire avant le 15 juillet prochain.

RADIO-LIBERTAIRE (89,4 FM) écoulez « Femmes libres » (des femmes qui luttent, des femmes qui témoignent) chaque mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30 !

ANTICLERICALISME

Médias et censure cléricale

ILS disent : « Nous voulons une télé propre et responsable » ; c'est sur cette base que des groupes de pression conservateurs nord-américains influencent, au nom de la « majorité morale », la programmation des chaînes de télévision. Leur moyen d'action, le boycott des annonceurs des émissions jugées blasphématoires, est terriblement efficace. Ainsi, devant les risques de boycott Ford, Coca-Cola et Mac Donald ont déjà cédé aux pressions. Ce qui fait qu'une série aussi anodine que *Vendredi 13* (actuellement diffusée en France sur la 5), dénoncée comme « satanique et d'une violence extrême » par le National Coalition on Television Violence du docteur Radeski, a été annulée purement et simplement.

Boycotts et menaces

Plus inquiétant encore : l'année dernière, une série avait été victime d'une campagne de pression pour avoir osé présenter une prostituée enceinte sur le point d'avorter, dans un de ses épisodes.

Les boycotts organisés par les groupes de pression intégristes (American Family Association ou la « majorité morale ») sont à tel point efficaces au niveau économique qu'aucune firme n'ose commercialiser la pilule abortive (RU 486) aux USA.

Mais il serait naïf de croire qu'en France nous sommes protégés de ces groupes de pression par les lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat (qui n'empêchent d'ailleurs pas l'Etat socialiste de financer une cathédrale

à Evry, avec l'argent des contribuables). Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler de ces clips qui, dénoncés par les intégristes, cessèrent de passer sur le petit écran (ceux de Véronique Sanson et Guesch Patti, par exemple).

Ou bien encore, sur A2, la série *L'amour en France* qui a suscité maintes remarques. A l'origine de ces cas de censure et ces menaces, outre le *Figaro* (toujours en lutte contre le SIDA mental), on retrouve une « secte » catholique : Tradition, Famille, Propriété (et la Patrie ?). Cette secte s'était déjà, par le biais d'une association « cache-sexe » (Avenir de la culture), illustrée en s'attaquant à des émissions aussi blasphématoires que celle de... Collaro ! Mais si apparemment l'audimat a dû sauver le « comique », l'émission *L'amour en France* n'a pas été épargnée par les 100 000 tracts expédiés à A2 (Cf. *le Canard enchaîné* du 21 mars 1990) et au blocage du standard de cette chaîne. Au regard de l'influence que peuvent avoir certains groupuscules intégristes sur les médias on imagine le poids des églises officielles et plus particulièrement, dans ce pays, de l'Eglise catholique. Donc affaire à suivre et n'hésitons pas à nous investir dans la dénonciation des exactions commises par les fous de Dieu.

Sylvain Eischenfeld (Gr. Flores-Magon)

Pour en finir avec les curés, vous pouvez demander à être rayé des registres de baptême. Pour recevoir la lettre type écrivez, en joignant une enveloppe timbrée, à Partage noir, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

ANTIFASCISME

L'OUAF mord le FN

En réaction à la distribution d'un tract du Front national — tenant des propos racistes, sans fondement, sur la prétendue création d'une mosquée à Saint-Nazaire — le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, le Comité nazairien d'aide et de soutien aux travailleurs immigrés (CNASTI) et SOS-Racisme ont porté l'affaire en justice. Indigné, le FN organisait, le 8 juin, une réunion de protestation. De son côté, en réaction, l'Organisation pour l'unité antifasciste (OUAF) appelait à une manifestation. Celle-ci a réuni une cinquantaine de personnes qui scandèrent les slogans suivants : « La jeunesse emmerde le Front national », « Le Pen non merci ! Pétaïn nous a suffi !... Ensuite le cortège antifasciste s'est rendu à la gare, afin d'y accueillir », comme il se devait les membres du FN de Nantes venus soutenir le meeting des factieux.

Trois membres de l'OUAF et Gaëtan Moyon pour « Les Amis de Fernand-Pelloutier » (FA)

RACISME

Comment combattre la bête immonde ?

CARPENTRAS, Montfermeil, Beaucaire... le racisme prend de plus en plus le devant de la scène. Le Parti socialiste commence à parler d'un seuil de tolérance. Le Front national essaie, par pure démagogie, s'engraissant sur la misère et la crise, de récupérer une partie des mécontents de la situation actuelle, pour les amener sur un terrain raciste et fasciste.

Tout d'abord, il est nécessaire de définir ce qu'est le racisme. Il en existe plusieurs formes. La première est défendue par l'extrême droite dure et traditionnelle, que l'on peut appeler le racisme biologique : « La race blanche est supérieure aux autres races ». Mais qu'est-ce qu'une race ? Historiquement, c'est un terme d'élevage né de préoccupations de rendement. On voit donc que la pureté d'une race est une convention humaine, techniquement nécessaire pour les éleveurs. Mais appliqué à l'homme ce terme n'a plus aucun sens. On ne connaît pas de groupes dont l'isolement fut tel qu'ils n'ont jamais eu d'apports étrangers. Il est vrai qu'il existe des « différences » entre les hommes, mais il est impossible de faire coïncider un groupe social à une figure biologique. C'est une myopie

intellectuelle que de globaliser les « Arabes », les « Américains », alors qu'il y a une diversité allant jusqu'aux individus eux-mêmes. Même si nous admettions qu'il existe une « race pure », en quoi cette « race pure » serait supérieure à une « race impure » ?

Mais comment combattre le racisme ?

Si des gens, à une époque de leur vie, se conduisent en racistes, c'est qu'ils se croient menacés dans leurs privilèges, leurs biens, leur sécurité, par un groupe d'étrangers mal connus. La « différence » inquiète parce que la « différence » est inconnue et semble menaçante.

Aujourd'hui, le racisme (la haine de l'« arabe ») est relancé par des slogans démagogiques du type : « Trois millions d'étrangers = trois millions de chômeurs ». Démagogiques, car ce sont de fausses vérités qui sont fabriquées dans le but d'instaurer un Etat fasciste sur fond de barbelés, d'embrigadement, de suppression des libertés. Il est exact qu'un pourcentage plus important de Maghrébins commettent des actes criminels. Mais si on compare les chiffres

entre les Maghrébins et les personnes de peau blanche de même classe sociale ceux-ci sont identiques. On voit donc que le problème de l'insécurité n'est pas un problème racial mais social. La seule manière de faire régresser l'ensemble des actes de vandalisme est d'augmenter la qualité des conditions de vie des classes défavorisées. La lutte contre l'insécurité, ou plutôt la pseudo-insécurité, passe par une action sur le champ économique-social et non par une répression qui ne sert finalement qu'à exacerber les pressions matérielles qui oppriment les classes défavorisées. Ce n'est pas un hasard si les immigrés sont socialement marginalisés (dans leur grande majorité). Cela implique pour eux le non-accès à des catégories de logements décentes et leur relégation dans de grands ensembles, où comme tout le monde le sait, il fait bon vivre... Pour s'attaquer à l'insécurité il faut s'attaquer au mal lui-même. Or les sociaux-démocrates de SOS-Racisme ou du PS se trouvent dans l'impasse. Leur système a depuis longtemps montré qu'il était plus prompt à augmenter les inégalités qu'à réaliser l'égalité. Quant aux communistes, heureusement pour eux que le ridicule ne les tue pas. Dans les pays de

l'Est le racisme est interdit par la constitution : il suffisait d'y penser ! Et pourtant cela n'a rien empêché.

La seule source d'inquiétude, dont on ne parle pas trop, c'est l'« espace vital ». On ne pourrait vivre sur une surface comme celle de la France avec deux milliards d'habitants. A ce titre la progression de la démographie devrait plus que nous inquiéter. La population a doublé depuis 1950 et va encore doubler avant 2050 pour atteindre le chiffre record de 10 milliards d'habitants dans le monde.

Les sociaux-démocrates du PS et de SOS-Racisme dans l'impasse

Or, un quart de la population mondiale consomme 80% du revenu mondial. En moyenne, dans les pays occidentaux les personnes dépensent cent à deux cent fois plus d'énergie que la plupart des êtres humains. On comprend donc aisément (que ferions nous nous-mêmes ?) pourquoi les flux migratoires des pays du Tiers monde vers les pays occidentaux sont aussi importants. Or la refonte du code de la nationalité ou la réforme du droit d'asile n'y changera strictement

rien... Aux Etats-Unis d'énormes moyens sont utilisés sans aucune efficacité. Les patrouilles de jour et de nuit, jeeps et hélicoptères équipés pour la surveillance continue, les expulsions massives, les lourdes amendes infligées aux employeurs d'immigrés clandestins, n'ont pas réussi à endiguer le flot migratoire. Aucune loi, qu'elle soit forte, stricte ou pas, ne peut à long terme être en contradiction avec la volonté d'un groupe social important.

Mais alors quoi faire ? Oh ! Rien de bien original. Il faudrait établir l'égalité économique entre les individus et supprimer les Etats qui par essence entraînent des inégalités entre les individus d'un même pays, mais aussi entre les différents pays, puisque ceux-ci s'affrontent dans une lutte économique. Dans ce cas les flux migratoires s'auto-limiteraient sans le risque de voir de trop grandes concentrations. Quant à la progression de la démographie mondiale c'est un autre problème. Mais pour ceux qui veulent en savoir un peu plus, ils peuvent toujours lire *La Pilule ou la bombe*, de Maurice Laisant, aux éditions du *Monde libertaire*.

Régis (Gr. Albert Camus)

ROUMANIE

La révolution reste à faire !

(suite de la une)

Malgré les condamnations de bon aloi, analystes et gouvernements occidentaux demeurent muets. Ils étaient plus bavards lorsqu'ils soutenaient le gouvernement communiste. Mais avons-nous jamais cru que Monsieur Reagan, Monsieur Mitterrand ou Madame Thatcher s'inquiétassent de la situation de la classe ouvrière de l'Europe de l'Est ? Le faisaient-ils pour les leurs ? Car ce qui ne peut être dissimulé, c'est que la répression à Bucarest est effectuée par d'authentiques mineurs, certes appelés par le gouvernement, mais qui semblent réprimer avec conviction, sans y être forcés.

C'est là une situation incompréhensible, vu de Paris. Il faut comprendre qu'il s'agit là d'un monde ouvrier que l'ancien régime a protégé et devant lequel il a toujours reculé dès lors qu'il se soulevait. Jamais, sous Ceaucescu, la répression des grèves ouvrières n'avait fait autant de victimes que celle dont nous sommes témoins aujourd'hui. De ce point de vue, le pays est coupé en deux : d'un côté, le nouvel-ancien parti communiste, la majorité des ouvriers et une grande partie de la paysannerie, de l'autre, un magma urbain auquel les étudiants sont assimilés.

Parmi les banderoles que brandissaient les étudiants en colère, il y en avait une qui me semble tragiquement expliciter

l'impasse roumaine : « Nos parents nous ont vendus aux communistes. » Eternelle révolte de la jeunesse en colère qui oublie naïvement que le drame de l'Histoire moderne git de la trahison des clercs et dans la peur des aînés de voir s'ouvrir devant eux un gouffre d'incertitudes. La panique des hommes déracinés devant la subversion anti-autoritaire les conduit sur le chemin de la servitude volontaire ; servitude volontaire qui est bien cette prison de la némesis tant dénoncée depuis l'origine de la philosophie critique.

Libérer l'homme de la peur de la liberté, voilà une tâche qui reste encore à accomplir.

Claude Karnouh

POLOGNE

Elections pièges à cons !

Ils sont toujours objectifs les grands médias français. Ils viennent encore d'en administrer la preuve avec les élections municipales polonaises où, sur un fond de grèves plus ou moins sauvages, le moustachu calotin Walesa, dans le rôle de pompier de service, a bien du mal à éteindre un feu de mécontentement qui n'arrête pas de s'étendre. Mais ici les publicistes crient victoire ! Les candidats de Solidarité ont rafilé 88% des suffrages ! Les communistes sont enfin balayés à l'occasion des premières élections libres qu'ait connues la Pologne depuis cinquante ans. Pourtant d'habitude si disert à décortiquer les résultats, les publicistes occidentaux ont fait montre d'un étrange silence sur l'interprétation du taux d'abstention : 58% ! Un rien ! Si je fais les comptes, il y a donc 42% d'électeurs qui ont voté et, parmi ceux-ci, 88% ont choisi Solidarité, soit 36,96%, un tiers du corps électoral. Quelle victoire ! Il n'y a pas de quoi pavoiser, la démocratie libérale n'en sort pas grandie, surtout après quarante ans de communisme.

les jours cette élite tente de rassurer la population en affirmant que le sacrifice sera remboursé après quelques années de grands efforts et de lourds sacrifices. Comment croire à de pareilles sonnettes ? Qui croit-elle tromper ? Tous les exemples montrent que l'application d'une telle économie dans des pays pauvres ne produit

nétaire capitaliste décidait de s'engager dans cette voie pour des raisons strictement politiques, il risquerait de bouleverser un système un système d'exploitation et de pillage des pays pauvres dont il tire le meilleur de ses profits. Impossible mon cher Watson, à moins de préparer une révolution spirituelle que Monsieur



Varsovie, juillet 1989 : rencontre Mitterrand - Jaruzelski. Chacun lorgne chez l'autre.

qu'une plus grande misère et l'enrichissement éhonté de quelques uns. L'abstention massive doit donc être entendue comme un nouveau et sévère coup de semonce. Le gouvernement polonais savait et ne s'est pas trompé, lorsque à la veille des élections il prévenait les chemins qu'il ne céderait point et pourrait même employer la force pour faire cesser cette grève qui asphyxiait le pays.

Là où la situation tourne à l'ubuesque, c'est lorsque le premier ministre polonais Mazowiecki vient à Paris demander l'aide de la France : une remise de 80% de la dette polonaise. Le Président de la République française, toujours bon prince, a pu lui promettre qu'il se fera l'ambassadeur de cette requête auprès des membres de la CEE. Cela n'engage à rien car, dans les milieux économiques internationaux, d'aucuns savent qu'une telle demande ne pourra jamais être satisfaite : accéder à cette requête reviendrait à créer un précédent dont pourrait se prévaloir l'ensemble des pays du Tiers monde pour réclamer une semblable faveur. Or, si d'aventure le système de l'économie pla-

Mazowiecki semble repousser avec force et conviction si j'en juge par le ton qu'il emploie à l'égard des ouvriers en grève.

Un capitalisme de « troisième type »

Les dirigeants polonais se comportent comme si dans l'économie planétaire du capitalisme de « troisième type » et sa division internationale du travail et du capital, la Pologne faisait partie des pays moins développés mais solvables ; or, malgré sa situation géographique, de par l'histoire de sa structure économique (bien avant l'instauration du régime communiste), de son retard technologique, de la pauvreté de ses ressources naturelles, elle appartient plus aux pays du Sud qu'à ceux du Nord. Combien de temps faudra-t-il encore pour que des hommes politiques et des intellectuels polonais cessent de rêver ou de mentir, et tiennent à leur peuple le langage de vérité économique planétaire qui est le signe du courage ? A moins que l'impatience des salariés,

ALGERIE

Pouvoir en vue pour l'islam

Le 12 juin 1990, pour la première fois depuis la Libération, en 1962, les Algériens votaient « librement ». Bien mal leur en a pris. Résultat : les intégristes obtiennent plus de 55% des voix, laissant loin derrière le FLN avec quelques 35% des suffrages. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) comptabilise, lui, seulement 8% des votants. Les abstentionnistes font eux un très bon score : 40%. Nous pourrions nous réjouir. Pourtant la situation économique et sociale ne prête pas à sourire. Corruption, misère, chômage l'Algérie est au bord de la catastrophe. Les émeutes d'octobre 1988 nous l'ont rappelé. « Le SMIC algérien est à 1 500 dinars. Le kilo de viande en vaut 150. Au salaire minimum une journée de travail est rétribuée 2 kilos de tomates. ». Dans tous les domaines c'est la crise. « Les gosses n'ont classe que le matin où l'après-midi. A l'entrée en sixième, la moitié d'entre-eux ne savent pas écrire (...) Et puis à douze dans deux pièces, comme les voisins, qu'est-ce que tu veux qu'ils étudient ? » affirme Ali, instituteur, dans une interview à notre excellent confrère Marc Laimé, de l'Autre Journal. Le taux de chômage atteint 22%. Le « trabendo », trafic de marchandises, est un véritable marché parallèle. De l'employé aux membres du FLN, en passant par les hommes d'affaires tout le monde y touche. C'est le seul moyen de s'en sortir. A la veille des élections, le gouvernement a voulu mener une vaste offensive contre ce marché noir : contrôles aux frontières, descentes dans les arrières boutiques. Mais bien sûr ce sont les petits « trabendistes » qui ont été réprimés. Les gros trafiquants ont échappé à toutes visites. Et puis disent certains : « Ils mettent la pression avant les élections, après ils vont laisser tomber ».

« Galère » pour les uns, villas et belles voitures pour les autres, vingt-cinq années

de dictature du parti unique : le bilan est dramatique. « Tous les moyens que l'Etat a mis à la disposition de la population ont été détournés par les affairistes (...) parmi eux le premier c'est le président de l'Assemblée populaire communale, qui n'avait rien au début de son mandat et qui aujourd'hui a trois magasins et deux villas » ajoute Salima qui attend un logement, depuis des années, pour elle et ses enfants.

Toutes les injustices que nous dénonçons dans le Monde libertaire, en ce qui concerne le rôle de l'Etat, les magouilles politiciennes sont là-bas devenues des caricatures. L'Etat corrompu, l'auto-reproduction d'un pouvoir, quelle que soit sa « légitimité » originelle, le Front de libération nationale (FLN) nous confirme dans nos idéaux anti-autoritaires. L'armée, qui aujourd'hui se pose comme l'ultime recours de la « démocratie face aux menaces intégristes » montre bien à quel point une société fondée sur des rapports d'exploitation mène à l'impasse. Vingt-cinq années d'un pouvoir sans partage, qui maintenant laisserait la place à une autre encore plus intransigeant, celui de religieux intégristes : la faille est totale.

Les libérés déjà minces sont encore plus menacés. Les femmes algériennes le savent, qui déjà subissent l'oppression d'une société faisant d'elles des sous-citoyennes. Cette victoire des intégristes est donc inquiétante. Ayant su répondre à sa manière aux besoins de la population, en organisant par exemple des distributions de denrées alimentaires pour les plus nécessiteux, le FIS s'est attiré tout un électoral.

Sans alternative radicale et anti-autoritaire, l'Algérie risque de sombrer, pour longtemps, dans la spirale des Etats religieux aux relents khomeynistes. Souhaitons qu'il en soit autrement.

Alain Dervin

BULGARIE

Les anarchistes face au régime

Au lendemain du 1^{er} tour des élections législatives bulgares, qui virent la victoire de l'ex-Parti communiste (47,1%), repeint en un parti moderne aux accents sociaux-démocrates, les réactions de l'opposition ne se sont pas faites attendre. Parmi celles-ci, notons l'érection de barricades faites de planches et de poubelles orchestrées dans le centre de Sofia, au soir du 13 juin, par des étudiants et des militants anarchistes.

L'opposition dans son ensemble les suivra-t-elle ? Difficile de juger, mais il est certain que pour l'heure cette intervention dans le centre de Sofia est la première et seule réaction un peu vive que l'on connaisse.

Voilà une démarche radicale qui en rappelle d'autres s'illustrant en Pologne et en URSS. La Bulgarie connaîtra-t-elle les péripéties politiques de sa voisine roumaine ? La politique balkanique est si troublée que l'on peut le penser... méfiance donc, et attention aux retours de bâtons !

C.N.

exaspérés par tant de promesses sans cesse différées, ne contraignent les nouvelles-anciennes élites social-démocrates à laisser le pouvoir à une dictature (nationaliste et militaire) dotée des moyens policiers ad hoc afin d'imposer les sacrifices nécessaires sans même s'embarrasser des simulacres de démocratie syndicale. Peu de journalistes ont relevé le fait que la féroce dictature de Pinochet avait permis d'appliquer avec succès au Chili (mais avec quelles pertes humaines !) la politique ultra-libérale des Chicago boys à la plus grande satisfaction du FMI, de la Banque mondiale et de l'administration américaine. Voilà ce qui se prépare en Pologne si l'on continue à anesthésier la population avec les mirages de la philanthropie occidentale. Les lendemains risquent une fois encore de déchanter ? L'écroulement des régimes communistes à l'Est nous montre, sans faux-semblant, que la révolution des esprits reste toujours à faire pour corriger le destin des hommes et penser un monde plus juste, moins gaspilleur de richesses et de vies, et un jour, peut-être, arraché au simulacre de bonheur que sont les gadgets et la pub (1).

C. K.

(1) A cet effet, il faut lire avec attention les textes décrivant les objectifs de la nouvelle banque pour le développement de l'Europe de l'Est, la BERD. Cette lecture critique fera l'objet d'un prochain article dans le Monde libertaire.

NOTES DE LECTURE

« Temps critiques »

La revue *Temps critiques* (1) qui se propose « de développer une information réflexive qui tente de dépasser les replis nationaux, régionaux, individuels... », qui ambitionne de devenir « un état des lieux de l'activité critique » et qui se veut ouverte à toutes celles et tous ceux qui ne croient pas « que la communauté du capital soit un advenu » a choisi de consacrer son premier numéro à l'Allemagne.

Ce choix, comme celui des thèmes qui seront abordés dans les numéros à venir (les idéologies nationalistes en Europe, le phénomène Le Pen, les rapports Etats/nations et les rapports individu/communauté) n'est nullement le fruit du hasard. Pour *Temps critiques*, en effet, de par la disparition de « son référent négatif (le communisme est mort !) » et « l'absence d'un ennemi à combattre (dissolution de la classe antagoniste et du sujet traditionnel de la révolution) », « le rapport social capitaliste tend à occuper tout l'espace-temps de l'humain ». De ce fait — le capitalisme se retrouvant face à lui-même — les individus sont alors poussés « vers une perte identitaire et une volonté de retrouver les anciens enracinements et les vieilles appartenances qui semblaient oubliés et dépassés ». Et c'est cette perte qui si elle indique « une faiblesse du sens de révolte et de lutte n'en constitue pas moins une résistance à une domination plus complète du capital » que *Temps critiques* se propose d'étudier.

Comme on le voit, le socle analytique sur lequel cette revue campe sa démarche n'est pas sans intérêt. Mais en

choisissant de se consacrer dans ce numéro exclusivement à l'Allemagne et en se posant en adversaire de la « nation allemande » elle s'expose comme le souligne Jacques Wajnsztein à une ambiguïté du genre de celle où étaient tombés certains gauchistes des années 70 qui « oubliaient » d'assortir leur critique du nationalisme israélien d'une critique du nationalisme palestinien. Plus inquiétant, on relève dans ce numéro une certaine propension à mettre en avant des analyses sur la « différence spécifique qui sépare le peuple français du volk allemand » ou sur « l'insondable profondeur de l'âme allemande et l'esprit français, rationaliste et railleur ». Et on ne se relève pas de lire que « des groupes national-révolutionnaires effectuent une critique éthique du capitalisme aux frontières des pensées anarchiste et fasciste » (2).

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris, ce n°1 de *Temps critiques* alterne assez bêtement le meilleur et le pire.

Comme quoi il ne faut jamais confondre une nouvelle revue... et une revue nouvelle !

Jean-Marc Raynaud

(1) *Temps critiques*, BP 331, 38013 Grenoble cedex. Prix 40 F.

(2) Le fait que des militants anarchistes, rares, et moins nombreux que des militants stalinistes, léninistes, marxistes, ultragauche..., soient devenus fascistes prouve uniquement qu'ils ont rompu avec leur idéologie d'origine. Prétendre ou laisser croire le contraire relève soit de la malveillance soit de

Samedi 23 juin 1990 à 16 h 30 forum-débat à la librairie du Monde Libertaire avec Anne Tristan autour de son dernier ouvrage : *L'Autre monde. Un passage en Kanaky*

Après son infiltration au sein du Front national à Marseille, c'est à visage découvert qu'Anne Tristan a partagé la vie des tribus kanakes.

RADIO-LIBERTAIRE (89.4 FM)

« Tiens voilà le hallebardier ! » (émission consacrée au théâtre) chaque jeudi de 12 h à 14 h 30

Sélection Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 22 juin — « L'invité du vendredi » (19 h - 21 h) : le groupe Henry-Poullaille de la Fédération anarchiste pose la question : recensement oui ou non ?

Samedi 23 juin — « Chronique syndicale » (11h 30 - 14 h 30) : Forum avec Anne Tristan, autour de son livre *Kanaky, l'autre monde*. A 12 h 30 : la Sécu en lutte.

Dimanche 24 juin — « L'imaginaire » (22 h - 23 h) : l'écriture (deuxième partie).

Mardi 26 juin — « Blues en liberté » (10 h 30 - 12 h) : les noms de villes dans le blues.

Mercredi 27 juin — « Laissez-passer » (12 h - 13 h 30) : la commission de recours des réfugiés.



Une scène du film de Jean-Claude Dague.

ROMAN

Le Passeur de Shadong

Le Passeur de Chadong (1) est le premier roman traduit en français du grand écrivain chinois contemporain Shen Congwen (1902 - 1988). Élégie au bord du fleuve, rythmée par les saisons et les fêtes traditionnelles admirablement décrites ici, l'héroïne en est la jeune Émeraude, innocente sauvageonne qui vit auprès de son grand père, vieux taoïste « passeur depuis toujours », et est courtisée par les deux fils du maître des bateliers, l'aîné qui se déclare le premier en empruntant la voie traditionnelle de l'entremetteur, et le cadet plus direct et pour lequel bat en secret son cœur. La fin bien sûr est tragique — quand reviendra-t-il ? Demain ou jamais... —, à l'image du destin de Shen Congwen, critique rigoureux du Guomindang mais qui refusera de rejoindre le camp du parti communiste chinois, choisissant purement et simplement de se taire après 1949 : le silence, marque suprême de désaveu pour tout régime d'essence totalitaire.

Jean-Jacques Gandini

(1) *Le Passeur de Chadong* de Shen Congwen, traduction et postface d'Isabelle Rabut, Albin Michel, 1990, 200 P., 78 F.

Au théâtre du Tambour royal

« La provocation ou le procès de Ceausescu »

La compagnie du Hallebardier présente *La provocation ou le procès de Ceausescu*, adaptation et mise en scène de Laurent Aknin, au théâtre du Tambour royal, à partir du 15 juin. Du mardi au samedi, à 19 h 30 et le dimanche à 16 h (relache lundi). Théâtre du Tambour royal, 94, rue du Faubourg-du-Templé, 75014 Paris. Tél. : 48.06.72.34.

CINEMA

« Le Dénommé »

D'EMBLÉE, on peut formuler quelques critiques à propos du film de Jean-Claude Dague, malgré une distribution exceptionnelle (1), l'interprétation et la mise en scène manquent complètement de souplesse, de naturel. Comme dit *Le Canard enchaîné* (30 mai) : « le ton est très théâtral ». Ce qui donne l'impression que ce sont les matons qui sont les véritables responsables de ce qui se passe en prison et non le système pénitentiaire lui-même. Malgré tout, il est rare (est-ce arrivé ?) de voir ainsi dénoncé l'impitoyable univers carcéral français et cela après les procès et les mutineries de ces derniers mois. Les mutins étant toujours présentés par les médias comme des « drogués aux mains de dangereux terroristes gauchistes », *Le Dénommé* arrive à point pour remettre les pendules à l'heure.

Jean-Claude Dague, sous les traits de Jean Dolande, nous livre ici, sans concession, sa propre expérience vécue entre 1969 et 1976 : mitard, surpeuplement, misère sexuelle, sévices, administration corrompue... Tout y est dévoilé et décortiqué. Et au delà, *Le Dénommé* montre clairement que la dignité des prisonniers ne trouve son salut que dans la révolte : elle commence par un journal

fait par et pour les détenus, l'un d'eux sous le pseudonyme de « Shakespeare » ira jusqu'à réclamer la destruction de ces lieux de mort, elle se poursuit par une mutinerie qui finira dans le sang et les QHS pour Jean Dolande. Ces trop fameux QHS dépeints avec beaucoup de violence et, on le devine, avec, hélas, beaucoup de réalisme. Leur abolition en 1982 n'est d'ailleurs qu'une sinistre farce, les QPGS (2), sous un autre nom, cachent les mêmes souffrances.

Six ans de galère

Initialement interdit au moins de 18 ans, c'est grâce à l'intervention de l'une des actrices, Lorene Russell, auprès de Jack Lang que le film sort avec une interdiction au moins de treize ans que l'on sait symbolique : il n'est actuellement projeté que dans trois salles à Paris. Cela malgré le « parrainage » de Jacques Séguéla (« Il a tenu huit ans, vous ne tiendrez pas deux heures » c'est de lui) lui permettant d'avoir une certaine publicité dans les milieux journalistiques.

Pour Dague et son équipe, faire le film ce fut six ans de galère mais sa sortie en représente une autre ; il s'en explique

dans une interview récente (3) : « Ce film accuse et les accusés n'ont aucune envie d'être au premier plan de l'actualité. Les accusés tentent d'imposer le silence et pour y parvenir ils sont prêts à tout : trahison, abandon, dénonciations calomnieuses sans fondement, tentative de faillite, traquenards, chaussettes-trappes. Nous avons tout vécu et bien plus encore. (...) Je ne suis ni juge, ni procureur, ni juré, je ne vous donnerai donc pas de nom. Nous avons déposé une plainte entre les mains du procureur de la République et la justice suit son cours. J'affirme que tout a été fait pour que ce film ne soit pas montré au public. Les conspirateurs du silence ont cependant perdu, le public verra ce film, appréciera et jugera. A l'heure où partout dans le monde tombent les murs de l'oppression, il ne faut pas que s'installe en France le mur du silence ! ».

Didier (Gr. Malatesta)

(1) Sortie le 31 mai. Avec Philippe Léotard, Jean Dolande, Lorene Russell, Leny Escudero, Michel Galabru, Thierry Imbert, Bernard Fresson...

(2) Quartier de plus grande sécurité.

(3) D'avidson News, mai 1990.

RENDEZ-VOUS

ORMESSON/SUCY-EN-BRIE
Une liaison est en formation sur Ormesson/Sucy-en-Brie (Seine-et-Oise).

Les personnes intéressées peuvent contacter le groupe du Val d'Yerres, qui transmettra, en écrivant à la FA, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

SAINT-NAZAIRE

Les « Amis de F. Pelloutier » (gr. FA), les JCR/LCR et l'OUAF (Organisation pour l'union des antifascistes) organisent une réunion publique sur le thème : « Face aux exactions de l'extrême droite... réagissons ! », le vendredi 22 juin, à 20 h 30, à la Maison du peuple (salle F), place Salvador Allende, Saint-Nazaire.

TOULON

Le groupe Région-toulonnaise de la Fédération anarchiste rappelle qu'il tient ses permanences chaque samedi entre 15 h 30 et 18 h 30, au local du Cercle Jean-Rostand, situé immeuble Lamer, rue Montébello (derrière la gare), à Toulon. On peut lui écrire en s'adressant au CECL (même adresse).

GROUPES FA

PARIS :

12 groupes dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Groupe François-Rabelais.

BANLIEUE :

ESSONNE : Vallée de Chevreuse, Evry, Val d'Yerres.
HAUTS-DE-SEINE : Asnières, Fresnes-Antony, La Défense, Colombes (liaison).
SEINE-ET-MARNE : Chelles, Coulommiers, Melun.
SEINE-ET-OISE : Ormesson/Sucy-en-Brie (liaison).
SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Sevran-Bondy.
VAL-DE-MARNE : Arcueil, Le Kremlin-Bicêtre (liaison).
VAL-D'OISE : Argenteuil, Sarcelles.
YVELINES : Versailles.

PROVINCE :

AISNE : Anizy-le-Château.
ARDECHE : Aubenas.
BOUCHES-DU-RHONE : Arles, Marseille.
CHARENTE : Angoulême.
CHARENTE-MARITIME : Rochefort/Marennes.
COTE-D'OR : Dijon.
DOUBS : Besançon.
EURE-ET-LOIR : Chartres.
FINISTERE : Brest.
HAUTE-GARONNE : Toulouse.
GIRONDE : Bordeaux (3 groupes).
ILE-ET-VILAINE : Rennes.
INDRE-ET-LOIRE : Tours.
ISERE : Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
LOIRE : Saint-Etienne.
LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes.
LOIRET : Montargis.
LOT-ET-GARONNE : Agen.
MANCHE : Cherbourg.
MARNE : Reims.
MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy.
MOSELLE : Thionville.
NORD : Lille (deux groupes), Dunkerque.
PYRENEES-ORIENTALES : Perpignan.
BAS-RHIN : Scherwiller.
RHONE : Lyon.
SARTHE : Le Mans.
SEINE-MARITIME : Rouen, Le Havre.
SOMME : Amiens.
VAR : Toulon.
VIENNE : Poitiers.

FONCTION PUBLIQUE

Le « parler vrai »

POUR faire trimer le populo nous connaissions le taylorisme, puis vint le stakhanovisme qui tomba très vite en désuétude puisqu'on ne peut pas à la fois faire la queue devant des boutiques vides et travailler. Ces deux méthodes étrangères, fort semblables, sous un emballage différent, furent et sont encore en service dans les entreprises françaises. Mais enfin, cocorico, une méthode bien de chez nous et « vicelarde » au possible est de mise. Son nom prête à rire : le « parler vrai », inventé par le « socialiste » Michel Rocard.

Deux mauvais points au départ, mais l'effet est redoutable et avant d'investir la société française Rocard applique sa méthode dans le secteur public : l'occasion était trop belle d'y faire d'une pierre deux coups. Depuis plus de deux ans ce secteur connaît une vague de grèves et de conflits sans précédents. La plupart de ces conflits ont plus ou moins échoué, pour les grévistes s'entend. L'Etat au plus haut niveau, pour sa part, devant la remise en cause d'un système de secteur public et devant la hauteur des revendications, a laissé négocier au bas de l'échelle, sans mandat ni latitude, ce qui a empêché toute solution « acceptable » aux conflits.

Devant la longueur des grèves et ne voyant pas d'issue à leurs luttes les fonctionnaires reprennent le collier amers et déçus. C'est là que Rocard sort sa botte secrète en espérant que tout le monde restera dans le rang.

La botte secrète de Rocard

Cette botte, assez géniale, repose sur quelques éléments qu'il convient d'éclaircir. Dans le cadre de l'intégration européenne, le but de Rocard est de désengager le plus possible l'Etat du secteur public et de rentabiliser ce dernier le plus possible. Bien des secteurs peuvent rapporter pas mal d'argent. L'intégration européenne impose une baisse des ressources fiscales de l'Etat français et ce dernier pour pallier cette baisse n'a pas trouvé d'autres moyens que de réduire ses dépenses (sur le dos des fonctionnaires, bien sûr, et non pas sur les cadeaux fiscaux faits aux entreprises et les dépenses d'armement aussi chères qu'inutiles).

Toutes les grèves de la fonction publique reposaient sur la sauvegarde du service public pour le bien de tous. Mais un meilleur service public c'est plus de personnel, mieux payé et avec

de bons moyens pour faciliter la vie de la collectivité. Mais l'Etat se fout du bien-être de la collectivité. Il est dans une logique capitaliste, qu'il assume très bien. Rocard ne dépareille pas dans ce système : ne pas satisfaire les revendications, ne pas créer de précédent. Au contraire, il s'agit de se servir des revendications pour les détourner et ainsi placer ses billes ; telle est la base de la méthode Rocard. Au travers des revendications de la fonction publique, Rocard s'est parfaitement rendu compte du malaise profond que connaissent ces administrations d'un autre temps et de l'incapacité de rendre un véritable service qui soit public.

Le plan Rocard, sa botte, le fameux « parler vrai » est donc de se servir de ce constat pour faire passer ses mesures « européennes ». Rocard s'appuie sur les revendications des conflits passés pour dresser des constats identiques à ceux des grévistes. Des constats que tous ne peuvent qu'approuver. Sur la base de ces constats, il s'agit d'entrer en discussion avec les syndicats, tout en ayant déjà déterminé ce sur quoi doivent déboucher les projets : moins de crédits, moins d'emplois et la dislocation et la privation de certains secteurs des administrations. Le « parler vrai » se dévoile. On fait un état des lieux honnête. On engage des discussions, on « trouve » des solutions déterminées depuis longtemps à l'avance par l'énarchie. Certains syndicats participent, d'autres pas, mais peu importe. Actuellement existent les rapports Prévost et Chaussat, l'un pour les PTT et l'autre pour les Finances. Le capitalisme est de moins en moins patient, mais de plus en plus puissant. Il veut pour lui tout ce qui peut lui rapporter du fric... alors vigilance !

Philippe Spec
(Gr. Louise Michel)

MOBILISATION CONTRE LE PEN A PONT-EVEQUE (ISERE)

Le groupe Galina-Makhno de la Fédération anarchiste de Lyon nous communique :

« Les 30 juin et 1^{er} juillet, aura lieu à Pont-Evêque (Isère), le congrès départemental du Front national (sur un terrain privé). Le Pen tiendra, à cette occasion, un meeting, à 11 h, dans ce village.

Pour dénoncer l'idéologie fasciste diffusée par le Front national et son leader, l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste participe et par voie de conséquence appelle à être présent aux différentes manifestations prévues par le Collectif contre le fascisme, l'antisémitisme et le racisme de Vienne.

Voici le programme de la contre-offensive antifasciste :

— le 26 juin, à 20 h 30, à Pont-Evêque, une réunion publique d'information sur : « l'extrême droite, ses réseaux, son idéologie, son programme » se déroulera à la salle des fêtes ;
— le 30 juin, à 15 h, à Vienne, sera organisé un forum des signataires du collectif sur le cours Romestang (table de presse de la FA présente) ;
— le 1^{er} juillet, à Pont-Evêque, à 10 heures, départ sur la place de l'Eglise de la manifestation contre le fascisme, l'antisémitisme et le racisme. »

Gr. Galina-Makhno

LA PLUME NOIRE

Ouverture prévue en septembre

La Plume noire, librairie de la Fédération anarchiste, ouvrira ses portes au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, en septembre 1990.

Cette structure, nous la concevons comme un espace de rencontres, de débats et de diffusion de nos idées, situées clairement dans le courant de l'anarchisme social et organisationnel.

A compter de cette date, vous trouverez dans ce lieu l'ensemble de la presse libertaire, des ouvrages sur l'anarchisme, le syndicalisme et sur les différents mouvements spécifiques que nous soutenons, mais aussi des livres de littérature et d'Histoire.

En attendant, nous devons rénover notre local, réparer des meubles et constituer un stock de livres (objectif à court terme : 5 à 600 titres). Nous ne pouvons réaliser cela sans votre soutien. Une souscription est donc lancée. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « FA » et à envoyer à FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

Souscription du mois d'avril 1990 :
— Manuel : 2 000 F, Jean-Claude : 550 F, Jean-Marc (Bourgoin-Jallieu) : 1 000 F, Bernard : 100 F, Jérôme : 100 F, Valérie : 20 F. Total : 3 770 F.

Gr. Galina-Makhno

SOMMAIRE

PAGE 1 : Silence les pauvres !, Sur le front des expulsions, Roumanie.

PAGE 2 : L'espéranto en question.

PAGE 3 : L'affaire « Mamarru », Les artistes visés par les expulsions, Billet d'humeur, En bref.

PAGE 4 : Motion économique de congrès.

PAGE 5 : « Femmes libres », Médias et censure cléricale, antifascisme, Racisme.

PAGE 6 : Roumanie (suite), Elections en Pologne, Elections en Algérie, Bulgarie.

PAGE 7 : Notes de lectures, Forum, Roman, Cinéma, Sélection Radio-Libertaire.

PAGE 8 : Le « parler vrai », Mobilisation contre le Pen à Pont-Evêque, Infos FA.

LES LIAISONS FA

AIN : Le Bugey.
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : Digne.
ALPES-MARITIMES : Grasse...
ARDENNES.
AUBE.
AVEYRONS : Rodez, Sud-Aveyron.
BOUCHES-DU-RHONE : Aix-en-Provence.
CANTAL : Aurillac.
CHARENTE-MARITIMES : Saintes.
CHER : Vierzon.
CORSE : Ajaccio.
COTES-DU-NORD : Saint-Brieuc.
CREUSE : Guéret.
DOUBS : Pontarlier.
DROME : Valence.
GARD : Nîmes.
HERAULT : Béziers, Montpellier.
LOIR-ET-CHER : Blois.
LOIRE : Roanne.
LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Nazaire.
MORBIHAN.
MOSELLE : Metz.
PAS-DE-CALAIS : Boulogne.
PUY-DE-DOME : Clermont-Ferrand.
BAS-RHIN.
HAUTE-SAONE.
SAVOIE : Chambéry.
HAUTE-SAVOIE : Annecy.
SEINE-MARITIME : Dieppe.
VAR : La Seyne-sur-Mer, Hyères, Solliès-Pont.
TERRITOIRE-DE-BELFORT : Belfort.

DOM-TOM :
ILE-DE-LA-REUNION.

PARUTIONS

BADGES

Le groupe Flores-Magon édite aussi trois badges : « Agir au lieu d'élire » et « Ni Dieu ni maître, ni frontière » et un A cerclé constitué par des fusils brisés. Le prix est de 6 francs pièce. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

PROJET D'EDITION

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme. » Tel sera le thème d'une prochaine brochure du groupe Salvador Haro d'Argenteuil. Afin d'établir un panorama le plus large possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire face au colonialisme et aux mouvements de lutte de libération nationale, nous faisons appel aux groupes et liaisons de la FA, afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession sur le sujet.

Nous nous proposons également de rédiger un texte reflétant les positions des groupes, par rapport au nationalisme, au colonialisme et à la lutte de libération nationale, afin que toutes les positions liber-

taires apparaissent au sein de cette publication.

En vous remerciant de votre collaboration, recevez nos salutations anarchistes.

Groupe Salvador Haro : 145, rue Amélot, 75011 Paris.

PUBLICATION

Le Collectif libertaire de Boulogne-sur-Mer vient de publier une brochure sur la poll-tax intitulée : *Poll-tax, un coup dur pour le libéralisme*. Cette brochure est disponible au prix de 10 F (+ frais de port) à l'adresse suivante : Collectif libertaire boulognais, c/o Arthur Lutte, BP 272, 62204 Boulogne-sur-Mer. Cette brochure est également en vente à la librairie du Monde Libertaire.

PRESSE

Le n° 70 de *Contre vents et marées* (juin 1990) vient de sortir. On peut l'acheter au prix de 5 F à la librairie du ML ou le commander à l'association « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.